

Actualités paysannes

Un des objectifs importants de Défis Sud, en tant que revue éditée par SOS Faim, est d'évoluer en fonction des besoins de ses lecteurs d'Afrique et d'Amérique latine. Les partenaires de SOS Faim, dont les réseaux forment l'essentiel de notre lectorat dans l'hémisphère sud, nous ont fait part de leur besoin d'être informés sur les actualités paysannes à travers le monde. Ces pages s'inscrivent également dans la suite de notre édition spéciale d'octobre 2002 sur la construction d'un mouvement paysan international. L'agriculture, en effet, est une question importante pour les générations futures : elle nécessite une action citoyenne et paysanne. Espérons que ces pages y contribueront.

► Mexique : les paysans contre l'ALENA

Depuis la fin de l'année dernière les organisations paysannes mexicaines ont commencé à se mobiliser afin d'obtenir du gouvernement de Vicente Fox un plan d'urgence pour sauver les paysans de la ruine. Les paysans réclament une révision de la libéralisation commerciale des produits agricoles établie entre les USA, le Canada et le Mexique dans le cadre de l'Accord de Libre Echange de l'Amérique du Nord (ALENA) : traité auquel ils attribuent grande part de leurs maux.

En janvier dernier, les droits de douane sur 21 produits agricoles - entre autres, les pommes de terre, le blé, les pommes, les oignons, le café, le poulet et le veau - ont été supprimés. D'après les statistiques officielles, la pauvreté qui affecte la population se concentre à 75% dans les zones rurales où vit la moitié des 100 millions d'habitants du pays. Pour Fox, cependant, la pauvreté n'est pas liée à l'ALENA qui, au contraire, constituerait un facteur favorable à la création d'emplois et à l'amélioration du niveau de vie de la population.

C'est la première fois en 70 ans que les organisations paysannes mexicaines, toutes tendances confondues, s'unissent pour réclamer des mesures de sauvetage du secteur rural et que le gouvernement accepte de les écouter. Le Conseil Agricole Permanent, principale organisation paysanne mexicaine contrôlée par le PRI (le parti au pouvoir depuis 70 ans), n'avait jamais organisé de mobilisations importantes. Pourtant, de même que plusieurs groupes indépendants, il a rejoint la mobilisation générale de ceux qui réclament un changement en matière de politique agricole.

Source: Attac Info n° 404 - Février 2003.

► Mobilisation au Sénégal

Au Sénégal, Les paysans membres du Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) ont réuni 20 000 personnes lors d'une grande journée de mobilisation des ruraux le 26 janvier 2002. Ils ont manifesté leur mécontentement par rapport à la politique agricole menée par les autorités sénégalaises et ont demandé l'application des revendications contenues dans leur Manifeste.

Depuis la fin des années 1970, l'agriculture paysanne est en

crise au Sénégal. Une crise entretenue par la nouvelle politique agricole et ses politiques de désengagement de l'État, de privatisation et de libéralisation, la dévaluation du franc CFA et le programme d'ajustement structurel du secteur agricole. Ces politiques n'ont pas permis une relance durable de l'agriculture sénégalaise. La pauvreté et l'insécurité alimentaire se sont généralisées dans le milieu rural. Plus de 70 % de sa population vit en dessous du seuil d'extrême pauvreté.

Les 20 000 manifestants étaient également là pour exprimer leur mécontentement par rapport au refus du gouvernement de négocier avec les représentants du CNCR. Ils ont déploré avoir d'énormes difficultés à rencontrer les membres du gouvernement et à discuter de façon concrète des problèmes du monde rural. Malgré la promesse, lors de la déclaration de politique générale du gouvernement sénégalais, en février 2002, de rencontrer le CNCR tous les 4 mois, le nouveau régime a en fait attendu plus d'une année avant de recevoir les organisations paysannes.

Le CNCR dit avoir une vision de l'avenir de la paysannerie et des propositions politiques sur les développements à moyen et long terme du monde rural. Le gouvernement sénégalais a quant à lui une vision «entrepreneuriale» de l'agriculture, avec des bassins de rétention, des pluies artificielles. Mais le projet «Sénégal agricole» est une erreur selon le CNCR. L'idée de faire de grands aménagements hydro-agricoles et d'y installer de jeunes diplômés pour qu'ils fassent de l'entrepreneuriat agricole est inacceptable pour les paysans. Le CNCR affirme qu'on ne peut pas moderniser l'agriculture sénégalaise en essayant de plaquer sur les réalités paysannes des modèles agricoles importés.

Le souhait des paysans est de trouver un accord sur un agenda et un certain nombre de questions qu'il faut résoudre. La filière arachidière, par exemple, a été totalement déstabilisée par les décisions politiques du gouvernement. Il faut faire le diagnostic de cette filière, la relancer et résoudre les problèmes que pose sa privatisation.

Il est incontestable que la situation est grave au Sénégal. Si rien n'est fait à compter du mois d'avril prochain, beaucoup de familles paysannes auront d'énormes difficultés. Il y aura au moins une disette. Des paysans n'auront pas de semences

» d'arachide pour la prochaine campagne agricole. Le gouvernement doit donc appliquer un programme d'urgence de production de semences à fournir aux paysans. Le risque encouru est qu'à force de tergiverser, de nier la crise alimentaire en milieu rural, les décisions soient prises trop tard.

Pour plus d'infos : voir le site du CNCR : où l'on pourra également lire le « Manifeste paysan du 26 septembre 2002 ».

► Honduras : le droit à se nourrir, même pour les femmes

En plein Atlantida, au nord du Honduras, plus de 200 paysannes sans terre luttent pour obtenir 69 hectares de terre de l'Etat. Une terre à laquelle elles ont droit, dans le cadre de la réforme agraire, et qu'elles réclament depuis deux ans. Leur combat est d'autant plus rude qu'elles font l'objet d'une violente répression: en 2002, leurs modestes maisons ont été brûlées et leurs biens détruits.

Le Honduras est un Etat partie au Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels (PIDESC) et a donc l'obligation de respecter, protéger et garantir le Droit à l'alimentation. Pourtant, 44% de la population paysanne n'a pas encore accès à suffisamment de terre pour pouvoir se nourrir. La situation des femmes est d'autant plus difficile qu'elles sont discriminées par le plan de réforme agraire. Vous pouvez soutenir le combat de ces femmes en adressant un courrier au Président du Conseil National Agraire du Honduras. La pression internationale est efficace !

Pour obtenir plus de détails sur ce cas et participer à cette action, contactez FIAN-Belgique. Tél : 00 32 2 648.51.18 E-mail : . FIAN est une organisation internationale des Droits Humains qui défend activement le droit à se nourrir partout où il est menacé ou violé, à la demande des populations concernées. (www.fian.org)

► Jeunes agriculteurs belges contre les OGM

En Belgique, à l'heure du jugement de militants qui s'opposent à l'envahissement des OGM dans les champs et les assiettes du pays, le Front Uni des Jeunes Agriculteurs (FUJA) et le Mouvement d'Action Paysanne (MAP) tiennent à faire connaître leur position. Ils souhaitent que le principe de précaution soit maintenu pour sauvegarder l'agriculture paysanne. Ils estiment que l'introduction de cultures OGM en Europe signifiera la fin de l'agriculture conventionnelle ou biologique et expliquent leur position en prenant exemple sur le Canada, où la plante Colza OGM 200 est irréversiblement répandue dans l'environnement et les cultures. Lors de visites chez des agriculteurs canadiens, ils ont pu constater que la filière de Colza non-OGM est rayée de la carte du Canada.

Dans leur argumentaire anti-OGM, relevons entre autres leur dénonciation du « vol légalisé de gènes » (les multinationales détiennent les semences, brevetées au niveau mondial. 80% des gènes connus et brevetés proviennent ainsi du Sud pour le seul intérêt des pays du Nord), et du « vol des semences » (avec les graines/plants OGM, l'agriculteur n'a plus le droit de ressemer sa semence issue de sa propre récolte). La FUJA et le MAP affirment également que les OGM ne résoudreont pas les problèmes de la faim au Sud comme au Nord : « Les firmes multinationales mettent principalement au point des plantes

OGM économiquement rentables pour eux. Ces productions s'inscrivent dans des politiques internationales de dumping. La faim dans les pays du Sud et dans une moindre mesure dans les pays industrialisés est avant tout un problème politique et social. », concluent-ils.

E-mail : fuja2@skynet.be

► Appel à participation

L'organisation française Inter-Réseaux, avec l'appui du Centre Technique de Coopération Agricole et rurale (CTA), vous invite à témoigner et débattre dans le cadre d'un forum internet sur le thème suivant: Le Commerce des produits agricoles dans les pays Afrique Caraïbes Pacifique, et son rôle dans la dynamisation des économies locales. Pour ce forum, l'idée est de prendre en compte les contraintes et les enjeux internationaux du commerce agricole et de les articuler avec les problèmes rencontrés sur le terrain. Alors que la question de la libéralisation du commerce agricole est largement débattue, rares sont ceux qui prennent le temps de mesurer l'impact des transformations en cours à l'échelle des pays, des filières et des économies locales. A l'occasion du premier forum, nombre d'intervenants ont déploré le fait que les agricultures paysannes ne sont plus compétitives sur leur propre marché national. Il en est ainsi par exemple du riz, de la tomate, de l'élevage de volaille... Ce forum, en faisant appel à vos contributions, cherche à combler l'absence de lieu d'expression, d'échanges et de débats pour les acteurs directement concernés par les politiques agricoles et commerciales.

Comment participer ? Manifestez votre intérêt en envoyant un courrier à forum.devt.rural@inter-reseaux.org.

► Première Assemblée Mondiale Paysanne à Porto Alegre

A l'occasion du troisième Forum Social Mondial, qui s'est tenu à Porto Alegre au Brésil en janvier 2003, l'organisation paysanne internationale Via Campesina a organisé la « Première Assemblée Mondiale Paysanne ». Plus de 300 délégués de tous les continents y ont participé. Les débats ont essentiellement porté sur l'augmentation de la pauvreté et de la misère dont souffrent de plus en plus les paysans à travers le monde.

Outre des appels aux luttes et manifestations contre l'ALENA, contre l'Organisation mondiale du commerce et contre la Conférence ministérielle de Cancun (qui se déroulera au Mexique, en septembre de cette année), le communiqué final est une longue litanie de condamnations dont il paraît malaisé de tirer des propositions concrètes. Il est certes difficile de trouver un dénominateur commun dans un communiqué qui doit rassembler plusieurs dizaines d'organisations paysannes à travers le monde, mais le style « Che Guevara », tendance lourde, est ici largement de mise. Un paysan quelconque, n'importe où au monde, qui voudrait sincèrement s'intégrer dans un réseau anti-OMC mais qui n'aurait pas forcément la fibre « communiste-révolutionnaire » aurait peut-être quelques difficultés à s'y retrouver.

Pour plus d'informations sur la Via Campesina, on se référera notamment à l'article paru dans l'édition spéciale de *Défis Sud* (numéro 54) : « Vers un mouvement paysans internationaux ». Des articles sont en ligne sur : www.defis-sud.info